

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-la-police-tue-pour-refus-d-obtemperer-gazage-de-supporters-la-presse-anglaise-choquee-10-mois-de-prison-pour-une-street-medic.html>



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la



Date de mise en ligne : lundi 20 juin 2022

police...

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

- Les Articles -

Les flics sont déjà acquis très majoritairement à l'extrême droite. A présent c'est l'assemblée qui voit exploser le nombre de députés RN. L'extrême-droitisation des médias et du gouvernement a des conséquences.

Ce ne sont pas les élections ou des simples postures qui arrêteront ce phénomène dramatique.

Le système policier s'est donné le droit de tuer n'importe qui n'obtempère pas en voiture, à Montélimar un flic a même braqué un automobiliste mal garé récalcitrant. Et des flics se donnent le droit d'aller dans un lycée faire la morale à une fille qui a osé interroger de manière impertinente le président-roi.



Une lycéenne interrogée par des gendarmes juste parce qu'elle a posé une question à Macron Interroger le président Roy tout puissant entraîne la visite inquisitrice de gendarmes

UNE LYCÉENNE INTERPELLE MACRON, DES GENDARMES DÉBARQUENT AU LYCÉE POUR L'INTIMIDER

Jeudi 9 juin à Gaillac. Macron se déplace sur le terrain pour mener la campagne de LREM, jusqu'ici particulièrement catastrophique.

Laura, 18 ans, en terminale Littéraire, se trouve sur le trajet du président. « Sa voiture s'est arrêtée à proximité. J'ai grimpé sur la barrière car je suis petite et j'ai levé le bras. C'est tout » raconte-t-elle à la presse locale. Elle demande à Macron, calmement : « Vous mettez à la tête de l'État des hommes accusés de viols et de violences sur les femmes. Pourquoi ? S'il vous plaît répondez-moi ». Son ton est posé, calme. Macron répond comme d'habitude avec mépris. « Non, vous ne comprenez pas », et parle de présomption d'innocence.

La réponse reste en travers de la gorge de la jeune femme qui a été elle-même victime d'attouchement dans le métro : « Il m'a traitée comme une gamine. [...] J'ai pleuré ».

Fait gravissime, le lendemain, des gendarmes débarquent dans le lycée de Laura. « J'étais en cours d'espagnol quand autour de 11h30, la proviseure adjointe est venue me chercher pour parler ». Les militaires l'attendent. Ils l'interrogent. Lui disent que ce qu'elle a fait « n'est pas à faire ». « Évidemment que c'est intimidant de voir les gendarmes débarquer au lycée » raconte Laura. Elle s'étonne : « ils auraient pu trouver mon adresse finalement plutôt que d'aller au lycée ».

En France, en 2022, un président envoie des gendarmes intimider une lycéenne dans l'enceinte de son établissement scolaire parce qu'elle a posé une question.

Cela fait suite à de nombreuses autres affaires : 40h de garde à vue pour une militante écolo qui a perturbé

un match de tennis, des garde à vue et des poursuites lourdes pour deux enseignants qui ont mis de la chantilly sur Blanquer, des arrestations pour des banderoles ou des pancartes. La personne du monarque présidentiel est sacrée, toute contestation est un crime de lèse majesté.

Derrière les sourires artificiels, les « conventions citoyennes » et les éléments de langage écrits par des cabinets de conseil, Macron c'est l'autoritarisme le plus pur.

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Policiers zombies en attendant les robots flics

UNE LYCÉENNE POSE UNE QUESTION À MACRON
LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES... LE LENDEMAIN
DES GENDARMES VIENNENT À SON LYCÉE POUR L'INTERROGER

LA DÉMOCRATIE, C'EST MACRON !
NUIRE À MACRON, C'EST ÊTRE
CONTRE LA DÉMOCRATIE !

TU SAIS PAS QU'IL FAUT
C'EST DANGEREUX
POSER DES QUESTIONS ?



Une lycéenne intimidée par des gendarmes juste parce qu'elle a posé une question à Macron Le macronisme est un régime autoritaire qui s'appuie sur les flics largement acquis à l'extrême droite pour étouffer toute contestation

DÉMOCRATIE ??

Laura, la lycéenne qui avait interpellé Emmanuel Macron à Tarn sur la nomination d'hommes "accusés de viols" comme ministres, a été interrogée par les gendarmes qui sont venus à son lycée le lendemain de la visite présidentielle pour lui poser des questions ! Laura affirme qu'elle a ressenti la visite des gendarmes à son lycée comme une "intimidation" et qualifie leur propos "d'ambiguës". "La gendarme m'a dit : C'était pas à faire. Son collègue a ajouté que si j'avais voulu interpellé Macron, j'aurais dû écrire à l'Élysée »

A quel moment on se dit que c'est normal de voir cela dans une démocratie ? A quel moment on arrête la mascarade ?

(post de Cerveaux non disponibles)



La police tue une femme d'une balle dans la tête, comme ça, pour rien - L'Ordre ou la vie ? 1er règne macroniste : escalade de la violence policière

FLAGRANT DÉNI

L'association Flagrant Déni vient de publier trois séries d'indicateurs, qui forment autant d'« escaliers de la violence policière ». Deux d'entre eux étaient déjà publics, le troisième résulte d'une compilation inédite réalisée par Flagrant déni.

1. L'IGPN recense les cas d'usage de l'arme individuelle des policiers : **plus de 300 coups de feu par an sous Macron, contre 250 pendant le quinquennat précédent, soit une hausse de 20 % environ**. Comme l'a récemment rappelé le journal Le Monde, cet usage a significativement augmenté depuis une loi ayant assoupli les règles de la légitime défense policière en 2017.
2. Résultat, d'après les décomptes du média en ligne Bastamag : **avec environ 30 morts par an sous Macron, le nombre de décès de personnes aux mains de la police atteint un taux inégalé : presque deux fois plus que sous Sarkozy !** Après une baisse au début des années 2000, le nombre de morts augmente de façon continue au fil des mandats présidentiels. D'après Bastamag, 60 % des décès ont eu lieu par arme à feu.
3. **Le nombre de tirs de lanceurs de balles dits « de défense » (LBD) a littéralement explosé. Sous Macron (sans compter l'année 2021 pour laquelle aucun chiffre n'a été publié), on obtient une moyenne de plus de 11 000 tirs : cinq fois plus que sous Sarkozy.** En 2020, année « confinée », le nombre de tirs a été supérieur à 2016, année marquée par le conflit lié à la « loi Travail ».

Les LBD ont été mis en service sous Chirac au début des années 2000, et généralisés sous Sarkozy. Leur

usage croissant n'empêche pas la hausse du nombre de tirs d'armes « létales », ni globalement celle du nombre de morts. Ces armes ne font que s'ajouter à l'arsenal existant, causant de nombreuses blessures et infirmités supplémentaires. La violence policière est une politique organisée. Jamais dans l'histoire de la Cinquième république elle ne l'a été de façon aussi constante et massive que sous Macron.

► Étude complète :

<https://www.flagrant-deni.fr/wp-content/uploads/2022/05/constats-proposition-pour-en-finir-avec-impunité-police.pdf>

(post de Cerveaux non disponibles)

L'inhumanité de l'État et de la techno-bureaucratie. Comment la machine nous dépasse.

Le contexte de cette vidéo, expliqué par Daliborka Milovanovic Rignault :

Noémie et Raphaël sont les jeunes parents d'une petite fille de 2 ans et ils viennent d'accueillir une deuxième enfant, née le 3 juin. La naissance s'est déroulée dans la quiétude de leur domicile, sans aucune assistance médicale.

Il ne s'agissait pas d'un "accident", Noémie et Raphaël ont mûrement réfléchi leur projet d'ANA (accouchement non assisté). Ils se sont beaucoup documentés sur la physiologie de l'accouchement, ont échangé avec beaucoup de personnes ressources, ils étaient soutenus par leur entourage. La naissance s'est très bien passée, la maman et le bébé vont merveilleusement bien.

Mais le mardi suivant, quand Raphaël se rend à la mairie de Vitré (Ille-et-Vilaine), tout bascule. L'officier de l'état civil refuse d'enregistrer la déclaration de naissance du papa, au prétexte que le certificat médical attestant la naissance fait défaut et qu'une attestation sur l'honneur du père ne suffit pas.

Le lendemain, les deux parents et leurs deux enfants se présentent en mairie pour faire valoir leurs droits. La déclaration de naissance est enregistrée mais on informe les parents qu'ils ont été "signalés" à la PMI [Protection maternelle et infantile].

Un membre du personnel de la PMI contacte les parents par téléphone et les interroge. Rendez-vous est pris à la maternité pour pratiquer l'examen médical des 8 jours ; les parents s'y rendent confiants le vendredi 10 juin.

L'examen ne montre aucune pathologie. Pour le pédiatre, tout va bien. Toutefois, il informe Noémie et Raphaël qu'une personne de la PMI passera les voir dans l'après-midi, répondant à l'étonnement des parents quant à cette nouvelle initiative prise sans leur consentement par un laconique "C'est la loi."

Mais cette personne de la PMI n'est pas venue seule cet après-midi là : à 18h30, ce sont trois véhicules de la gendarmerie qui se sont garés devant la maison de Noémie et Raphaël et qui sont entrés avec fracas dans leur domicile. La "sanction" pour avoir exercé leur droit et leur liberté de choisir le mode d'accouchement qui leur convenait : placement provisoire des deux enfants en pouponnière... sans droit de visite, d'après les propos que rapportent aujourd'hui les parents dans une vidéo dont le lien est mis en commentaire.

Le cas de Noémie et de Raphaël et de leurs enfants n'est malheureusement pas unique : depuis quelques années, les parents qui font des choix de mode d'accouchement hétérodoxes sont harcelés par les services sociaux, leurs bébés leur sont arrachés pour être placés provisoirement le temps de l'enquête, qui peut durer quelques jours ou plusieurs interminables semaines... Quelle que soit la durée, c'est un traumatisme pour la famille, une mutilation des liens.

Ces placements se font sans considération pour le lien d'attachement mère-enfant qui est dans sa phase cruciale et critique de mise en place, et donc en contradiction totale avec la volonté affichée par le gouvernement, à travers sa

commission des mille jours, de favoriser ce lien.

Ils se font sans considération de l'intérêt supérieur de l'enfant qui est que la meilleure alimentation, à savoir le lait de sa mère, lui soit offerte puisque les mères sont empêchées d'allaiter par la séparation forcée.

Ces placements sont souvent assortis d'irrégularités juridiques graves : absence de notification des parents, non-recueil de leur consentement, refus de fournir des informations, diffamation, etc.

Ces placements ont lieu dans le contexte global d'une chasse aux sorcières menée contre les femmes qui adoptent des pratiques non conventionnelles : celles, sages-femmes, qui accompagnent les accouchements à domicile et qui sont harcelées par leur ordre ; celles qui choisissent l'ANA ou même l'AAD (accouchement à domicile accompagné par une sage-femme diplômée) et qui sont harcelées par les services sociaux, celles qui choisissent un mode de maternage et d'éducation respectueux des besoins et des rythmes biologiques de leur enfant et qui sont harcelées par les PMI, les insituteurices, les pédiatres...

Parmi les femmes, ce sont surtout celles qui sont en contexte de maternité qui sont violentées, dénigrées, "incompétentisées", infantilisées, "délégitimées" en tant que mère ou parent par les institutions et le "pouvoir" médical. La violence obstétricale se diffuse en dehors des salles de naissance.

Dans le cas de Noémie et Raphaël, un autre élément vient sans doute s'ajouter au reste : ils sont jeunes et on les croit irresponsables et idiots, ce qui est une attitude typique d'une société adultiste et violente envers ses enfants.

Depuis plus d'un an, le collectif La révolte des mères s'est formé face au constat d'une augmentation des agressions des institutions envers les parents qui choisissent d'assumer pleinement la responsabilité des soins et de l'éducation de leurs enfants, et dénonce les abus, les violences, les injustices qui leur sont faites.

Rejoignez-nous, aidez-nous à faire en sorte que plus jamais de telles violences ne soient commises envers les enfants et leurs parents.

▶ Vidéo : <https://www.facebook.com/763992522/videos/421427023184668/>

▶ Le lien vers leur histoire et la cagnotte pour les soutenir pour les frais d'avocat : https://www.instagram.com/reunir_notre_famille



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Tue et matraquer c'est ok, mais asperger de chantilly c'est très grave

DIVERS

- [Plaintes contre la police : cachez ces chiffres que je ne saurais voir](#) - Quelques constats et propositions pour en finir avec l'impunité policière, volet 2/3. Les statistiques sur le traitement des infractions policières existent, mais le gouvernement les tient secrètes. En pleine campagne législative, la transparence s'impose !
- [40 heures de garde à vue pour avoir interrompu un match de tennis](#)
- [Pire que l'IGPN : les « boeufs-carottes » des banlieues](#) - Quelques constats et propositions pour en finir avec l'impunité policière, volet 3/3. A l'ombre de la tristement célèbre inspection nationale, 90 % des plaintes contre la police sont traitées par des « services déontologie » invisibles et encore plus partiaux et inefficaces. La conclusion s'impose : ils doivent disparaître.
- [Les poids et les mesures](#) - Le 28 février 2017, les socialistes votaient la dernière loi sécuritaire du quinquennat Hollande. Une série d'articles qui étendaient à l'ensemble des forces de l'ordre les règles d'ouverture du feu, jusque là dévolues aux gendarmes, qui leur permettaient d'allumer tout contrevenant pour refus d'obtempérer. Un genre de permis de tuer qui les autorisait à tirer sur un véhicule en fuite qui aurait pu, dans cette dimension ou une autre, mettre en danger la vie d'un quelconque pandore.
- [Une femme crie « la police me tue » pendant un plaquage ventral, la police l'attaque en justice](#) - Lors d'un plaquage ventral, S. crie « la police me tue, la police me tue ». Poursuivie pour outrage, elle sera d'abord condamnée à verser 300 euros, avant qu'un juge ne la relache, lundi.
- [Un autre meurtre par la police, une autre violence pour la frontière](#) - Le 16 juin 2022, un homme est décédé des suites d'une blessure à la tête causée par un tir policier. La raison sous-jacente est que, dans le véhicule, il y avait des personnes sans papiers et que le conducteur a refusé d'obtempérer. - La police tue, la frontière aussi



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
La prison tue

ENFER CARCÉRAL : 3 PRISONNIERS RETROUVÉS MORTS EN DEUX SEMAINES DANS LES PRISONS NANTAISES

Détention, privation, exclusion : la prison tue. Les punitions et les violences de l'enfermement, celles des matons et des administrations pénitentiaires tuent. À Nantes, en l'espace de deux semaines, 3 prisonniers se sont donnés la mort.

- Le Mercredi 25 mai, un homme de 31 ans était retrouvé pendu au centre pénitentiaire de Nantes.
- Quinze jours plus tôt, dans les mêmes circonstances, un autre détenu était découvert mort dans sa cellule.
- Le lendemain, Jeudi 12 mai, un prisonnier de 37 ans se donnait la mort à la maison d'arrêt de Carquefou en périphérie nantaise.
- En France, ils sont au moins 33 détenu.e.s à avoir mis fin à leurs jours depuis le 1er janvier 2022.

Enfer carcéral, les prisons ne sont là que pour garantir les intérêts économiques et politiques des puissants. Elles existent pour défendre l'État et le capitalisme. Elles sont le produit du racisme structurel et de l'histoire coloniale. Elles brisent, maltraitent et assassinent les individus. Il ne s'agit pas de protéger ou réparer la société. L'incarcération est la punition qui remplace les supplices. La manifestation de la toute-puissance de l'État sur nos corps. Il nous faut penser la justice réparatrice et l'abolition de la prison de toute urgence. C'est une question de vie ou de mort.



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Acharnement judiciaire contre l'ex-membre d'action directe

– ACHARNEMENT JUDICIAIRE CONTRE JEAN-MARC ROUILLAN

Action directe, nom emprunté à la doctrine anarchiste est un groupe révolutionnaire qui a pratiqué la lutte armée de 1979 à 1987 en France. Il est né durant les « années de plombs » et l'offensive contre-insurrectionnelle menée par les services de renseignements états-uniens et leurs alliés contre le « péril rouge » en Europe. Dans ce contexte de guerre froide et après l'agitation sociale des années 60, nombre d'organisations de gauche issues du mouvement autonome ont pratiqué l'action armée pour engager la révolution au coeur des États capitalistes. On pense évidemment aux brigades rouges italiennes et à la fraction armée rouge en Allemagne.

Jean-Marc Rouillan a fait partie d'Action Directe. Il a passé au total 28 années derrière les barreaux pour ses activités. Il risque aujourd'hui d'être réincarcéré. L'État a révélé au militant et écrivain révolutionnaire un jugement en appel datant de mai 2017. Il y était accusé d'apologie du terrorisme pour une interview radiophonique donnée en février 2016. Lui et ses avocats viennent donc d'apprendre qu'il a été condamné à verser une amende 18000Euros. La justice ne lui laisse que quelques jours pour payer. S'il ne réunit pas la somme avant le 2 juin prochain, il retournera très vraisemblablement en prison.

En réalité, il s'agit d'un véritable acharnement judiciaire à l'encontre de l'homme de 69 ans qui a passé plus du tiers de sa vie en prison. La justice bourgeoise l'a punit. Il a été condamné en 1989 à la réclusion à perpétuité pour les assassinats d'un ingénieur de l'armement, René Audran en 1985 et celui du PDG de Renault, Georges Besse en 1986. En probation depuis 2018, il vit sous le régime de l'assignation à résidence. La procureur qui demande aujourd'hui sa réincarcération lui avait confié en novembre 2020 : « nous allons vous renvoyer là d'où vous n'auriez jamais du sortir ». Comment ne pas y voir le signe d'une pure vengeance d'État, de la sinistre répression qui s'abat encore plus de 30 ans après les faits contre l'ancien membre d'Action Directe ?

Rouillan ne doit pas retourner en prison. Il a payé le prix de son engagement révolutionnaire. Solidarité !



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police... La violence d'Etat se déchaîne aussi sur les supporters anglais

WELCOME TO FRANCE : LA PRESSE ANGLAISE CHOQUÉE PAR LA POLICE FRANÇAISE

« Chaos devant le stade de France », « beaucoup de supporters gazés par la police française », « Liverpool extrêmement déçu par le traitement des fans », « des fans pacifiques gazés par les flics ». The Sun tente même un jeu de mot : « Stade de farce ».

Les gros titres de la presse anglaise hallucinent du niveau de violence de la police française lors de la finale de la Ligue des Champions au stade de France. Un reporter explique que des policiers l'ont brutalement forcé à effacer ses images des violences. Un autre a été aspergé par une gazeuse. Les journalistes anglais ne comprennent pas que des milliers de supporters calmes aient été bloqués pendant des heures par des forces de l'ordre équipées « en tenue complète anti-émeute », aient raté la moitié du match avant d'être gazés. Welcome to France

La barbarie de la police est pourtant connue de tous les français. Mais à l'étranger, Macron a réussi à installer une image de centriste démocrate sympa. Comme lorsqu'il déclarait « Make Our Planet Great Again » face à Trump, alors qu'il saccageait les ZAD à coups de blindés et réautorisait des pesticides ultra-toxiques au même moment ! Nos voisins ne se doutent pas de la gravité de ce qui se passe ici.

Vu d'Angleterre, où le policier est le plus souvent un « bobby », un flic sans arme, le fait de voir des des fascistes cagoulés et surarmés, qui gazent sans discernement, y compris des enfants, pour rien, ça choque un peu. Pourtant les miliciens du préfet de Paris étaient loin d'être à leur maximum de sauvagerie et de bêtise hier soir.

Ne dites pas à la presse anglaise que la police française a, par exemple, noyé un jeune, tué une grand mère à sa fenêtre en lui tirant une grenade en pleine tête, ou arraché une main avec une grenade explosive pour avoir fait la fête. Et que les responsables ont été médaillés.

Ça risquerait vraiment de leur faire un choc.



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
(via CND)

ENCADREMENT A LA FRANÇAISE ET MENSONGE D'ETAT

Suite au fiasco absolu de la finale de la Ligue des Champions, on se demande ce qui est le plus affolant :

- ▶ L'incapacité, en France, d'organiser un événement sportif banal, prévu à l'avance, et ne présentant pas de difficulté particulière ?
- ▶ La violence barbare de la police qui gazage des familles et frappe comme unique modalité d'intervention ?
- ▶ Les mensonges éhontés du gouvernement le soir même ?
- ▶ Que le ministre de l'Intérieur et le préfet de Paris n'aient pas été virés sur le champ ?
- ▶ Que l'Etat français se sache tellement coupable qu'il paie des communicantes minables pour justifier les pires saloperies ?

Vivement les Jeux Olympiques à Paris !

- ▶ Vidéo : <https://fb.watch/dkk0ZfzEX2/>



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medec, un ado brûlé par les armes de la police...
Frapper et faire peur : c'est le rôle de base de la police

DARMANIN EST « VERY SORRY » !

Gérald Darmanin est un individu hors du commun : il a réussi à réconcilier les anglais et les français. Un événement qui n'arrive qu'une fois par siècle en moyenne. Des deux côtés de la Manche, tout le monde est d'accord pour dire que c'est un petit agresseur, arrogant, incompetent et menteur. Il n'y a guère que Macron pour lui trouver des qualités.

Après le gazage et le matraquage gratuit de supporters de Liverpool le week-end dernier, lors de la finale de la Ligue des Champions, la police de Darmanin a provoqué une crise diplomatique internationale. Les flics français ont pris l'habitude de tabasser tout le monde gratuitement sans aucune conséquence. Mais chez les anglais, des vidéos de fascistes cagoulés et armés qui gazent des enfants pour rien, ça choque encore.

Après avoir menti comme il le fait après chaque épisode de violences policières, Darmanin a donc rétro-pédalé hier. Il a dit qu'il était « very sorry ». Côté anglais, l'affaire avait pris des proportions incroyables, il fallait calmer le jeu.

Mais l'épisode du stade de France n'est qu'une goutte d'eau dans le palmarès de la police française. Ces dernières années nous avons vu une main arrachée lors d'une fête de la musique, une grand-mère piétinée dans une charge, un jeune homme noyé dans la Loire, du sang sur les trottoirs le long des manifestations, des soignant-es frappé-es et des yeux arrachés. Nous avons vu un père de famille mourir sous le poids de policiers, de Darmanin qui ose déclarer juste après : « quand j'entends le mot violences policières je m'étouffe ». Et cela n'est qu'un minuscule échantillon de l'horreur quotidienne que nous imposent le Ministère de l'Intérieur et ses agents.

Darmanin est-il aussi « very sorry » pour tout cela ?



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police... Prison ferme pour un geste d'agacement

PARIS : UNE STREET-MÉDIC CONDAMNÉE A 10 MOIS DE PRISON FERME

Le 1er mai dernier lors de la manifestation parisienne, une street-médic avait tenté de se saisir de la lance à incendie d'un pompier pour l'empêcher d'éteindre un feu de poubelle lui assénant au passage un léger coup son casque de protection. Pas de quoi faire de cette femme une ennemie d'État. Pourtant, la vidéo de la scène était devenue virale. Les images avaient rapidement tournée en boucle sur les chaînes infos. La manifestante était devenue la cible d'une déferlante médiatique haineuse. Éditorialistes et chroniqueurs, syndicats policiers, ministres tous s'étaient empressés de condamner les actes dont les pompiers avaient été victimes. En vérité, cette affaire montée en épingle par les médias dominants a servi à camoufler les vraies violences qui avait eu lieu ce jour là dans la capitale, celles des policiers sur le cortège parisien. Début 2020, quand Macron et son gouvernement avaient envoyé la police massacrer les mobilisations de pompiers, les courtisans des plateaux télévisés et les macronistes forcenés étaient restés muets, silencieux. Pourtant les forces de l'ordre avaient mutilé et blessé grièvement plusieurs soldats du feu. Une nouvelle illustration de l'indignation à géométrie variable qui règne dans le pays.

Après le tribunal médiatique, le tribunal judiciaire : la femme de 38 ans, avait donc été interpellée et placée 48h en garde à vue. Elle était appelée ce 1er Juin 2022 à comparaître. Et le procès va se dérouler sans l'accusée, absente, et ce malgré la demande de renvoi de formulé ses avocates qui finiront par quitter la salle d'audience. La défense n'a pu rencontrer ni la street-médic, ni préparer le procès. Peu importe pour les juges, le report est refusé. Il s'agit de faire de la manifestante un exemple. Elle devient l'incarnation du mal, baignant dans une « culture de la violence ». Sans ses conseils pour la représenter, la justice va être expéditive. Le parquet va requérir « 8 mois d'emprisonnement et une peine complémentaire d'un an d'interdiction de participer à une manifestation. » Une peine requise extrêmement lourde à la vue des faits reprochés. Mais le tribunal va décider d'aller plus loin que les réquisitions du procureur. Les juges vont condamner la manifestante « à 10 mois de prison ferme, un an d'interdiction de participation aux manifestations, et 700 euros à verser au pompier pour préjudice moral. »

Justice de classe et décision arbitraire, cette affaire est un véritable scandale. Elle met en exergue la guerre d'usure que l'État mène aux mouvements sociaux. Dans le même temps, voyous en uniforme et autres agents assermentés radicalisés qui commentent des violences sont eux systématiquement protégés par les magistrats.

(posts de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Les médias dominants français au service de l'ultra-droite

DES GAZ QUI OUVRENT LES YEUX

« J'ai suivi Liverpool partout dans le monde. J'ai assisté à cinq finales en Europe. Je n'ai jamais vu une telle incompetence dans l'organisation. Mais le pire restera la brutalité horrible de la police française. Gaz lacrymogènes. Armes pointées sur les supporters. » C'est un journaliste spécialiste de Liverpool qui témoigne dans Médiapart au lendemain de la finale de la ligue des Champions au Stade de France.

Il y a les mots, et il y a les images aussi : des enfants suffoqués et pleurant sous les gaz, 135 blessés annoncés officiellement, des scènes où les forces de l'ordre gazent à bout portant, gratuitement. Des policiers visant des supporters avec des LBD. La BRAV-M qui matraque tout ce qui bouge dans la fanzone à Nation, des journalistes obligés de supprimer leurs photos/vidéos de violences policières pour pouvoir entrer dans le stade et couvrir le match...

En une soirée, l'Europe a fait connaissance avec une réalité que côtoient des millions de Français depuis le premier quinquennat Macron. Car sincèrement, toutes les scènes vécues par les supporters anglais et espagnols samedi soir n'ont, tristement, rien d'inédit pour ceux qui sont habitués des manifestations sportives ou politiques.

Depuis 5 ans, et particulièrement depuis l'arrivée de Lallemand à la tête de la préfecture de Paris, le pouvoir a décidé de gérer les « rassemblements » par une stratégie très radicale : la terreur. Traumatisé par les premiers épisodes des Gilets Jaunes, le pouvoir est convaincu que « la meilleure défense reste l'attaque ». Les unités de police, de CRS, les BRAV-M ont donc carte blanche pour balancer du gaz lacrymo, pour matraquer, pour tirer au LBD ou balancer des grenades de désencerclement. Pas besoin d'avoir commis une infraction pour être réprimé, il suffit que la police juge que vous avez le mauvais look, ou comportement.

Dans la presse aujourd'hui, chacun pointe les responsables du fiasco de cette finale : pour certains, ce serait la faute de supporters anglais qui auraient tenté d'entrer dans le stade avec des faux billets, pour d'autres, ce serait des jeunes du 93 qui auraient eux aussi tenté d'accéder au stade... D'autres parlent de supporters anglais complètement saouls et irrespectueux. La police britannique de Liverpool présente au stade a évoqué des circonstances choquantes et défendu le comportement "exemplaire" des supporters des Reds pendant la rencontre, "la pire" à laquelle elle dit avoir jamais eu à faire en terme d'organisation

Il y a sûrement eu des dizaines de personnes qui ont eu des comportements répréhensibles lors de cette journée/soirée. Des dizaines sur près de 100 000 supporters présents dans une ville qui accueille la finale la plus

importante de l'année en Europe. Mais cela arrive à chaque événement d'une telle importance dans le foot, notamment avec des clubs aussi populaires que Liverpool, avec plusieurs dizaines de milliers de supporters présents pour encourager leur club, même sans avoir la chance d'accéder au stade. Et pourtant, cela ne se passe pas comme ça habituellement (ailleurs qu'en France en tout cas).

D'ailleurs, il est notable de voir qu'il n'y a eu aucun affrontement entre les supporters de Madrid et de Liverpool, aucun acte qui aurait pu permettre au pouvoir de justifier sa stratégie ultra violente. Si la soirée s'est déroulée avec une telle violence, c'est tout simplement parce que la France a décidé de gérer les matchs de foot avec la doctrine du « tout répressif ». Et cela ne date d'ailleurs pas de Macron. Les Interdictions Administratives de Stade, qui ont été le laboratoire des restrictions de libertés désormais appliquées dans le domaine des luttes sociales et politiques, ont été érigées en principe, tout comme l'interdiction de fumigènes, la dissolution d'associations ou l'interdiction de déplacement. Les supporters français qui ont vu les images d'hier à la TV n'ont d'ailleurs pas dû être particulièrement étonnés. Cela ressemble à leur quotidien de supporters traités comme des sauvages et terrorisés en permanence.

On le voit bien, la doctrine de "maintien de l'ordre" française adoptée face aux supporters de foot est exactement la même que face aux militants politiques (Gilets Jaunes, antifa, écolo, étudiants...).

Dans la presse, de nombreux journalistes et même responsables politiques étrangers se sont interrogés sur la capacité de la France à organiser les Jeux Olympiques dans deux ans. Qu'ils se rassurent : ces JO devraient se passer dans le calme : cet événement sportif, si suivi soit-il à la TV, n'a jamais déchaîné les foules dans et surtout hors des stades. Les JO sont d'ailleurs le parfait exemple de ce dont rêve la société capitaliste pour le sport : un événement massif, permettant d'engranger des milliards, mais sans supporters. Avec de simples « spectateurs consommateurs ». C'est d'ailleurs aussi de cela dont rêve la FIFA et l'UEFA, même s'ils tentent de surfer sur la ferveur des supporters et en faire un atout marketing.

S'il fallait retenir deux choses de cette débâcle sécuritaire au Stade de France :

1/ La stratégie de la terreur menée par Macron/Darmanin/Lallement, proche d'un régime autoritaire, a éclaté aux yeux de tous. Elle a touché hier les supporters anglais mais les supporters français le vivent depuis des années, tout comme les militants politiques et sociaux.

2/ Le football, sport le plus populaire du monde, ne cesse d'être pris en tenaille entre les dérives ultralibérales de ses dirigeants, et une base de supporters qui reste populaire, y compris dans des clubs qui évoluent dans des sphères de milliardaires. Car si certains ont décidé de se couper des clubs de haut niveau pour se tourner vers des divisions inférieures (avec des clubs amateurs et/ou autogérés, que ce soit en Angleterre, en Italie ou en France), de très nombreuses personnes continueront de suivre et d'encourager des équipes qui ne voient en eux que des sauvages.

On remercie presque la presse étrangère d'être aussi choquée par les images du Stade de France. Car, au final, cela nous rappelle à quel point tout cela n'a rien de « normal » dans une "démocratie" (cependant qualifiée récemment de défailtante par le groupe britannique The Economist). La banalisation de la situation aurait pu nous faire basculer dans le doute, et nous faire penser que nous étions peut être dans l'exagération face au silence complice d'une grande partie des médias français depuis plusieurs années.

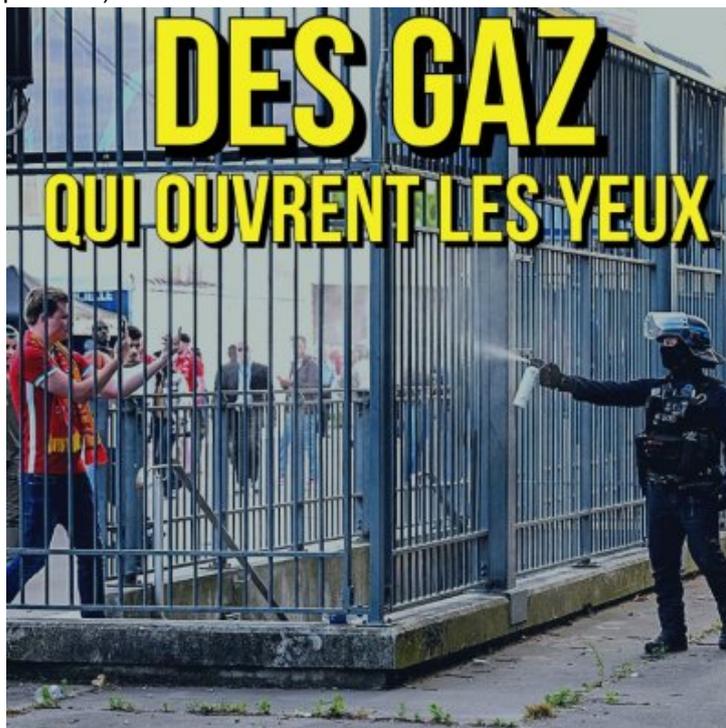
Il n'en est rien, et nous continuerons à pointer du doigt ces dérives autoritaires et répressives inacceptables.

Gazage d'usagers du train

4 Des voyageurs obligés de prendre des bus de remplacement à cause d'une panne de train se sont faits asperger de gaz lacrymogènes par la police. Après les supporters de foot samedi dernier, les usagers de bus hier soir.

Images vidéo à Clement Lanot : <https://fb.watch/dsulixtHdH/>

(posts de Cerveaux non disponibles)



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Les gaz ouvrent les yeux, d'une partie seulement



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Les néo-nazis, ces amis de la police, s'arment

ALSACE : DES NÉONAZIS STOCKAIENT UN ARSENAL D'ARMES DE GUERRE ET D'EXPLOSIFS

Des mitrailleuses, des fusils d'assaut, des munitions, 35 kilos de poudre et tout le matériel pour fabriquer des explosifs et des munitions. C'est l'arsenal de guerre découvert mardi chez plusieurs néonazis en Alsace. Dans le

détail, ces nostalgiques d'Hitler possédaient 18 armes légales et 23 armes illégales, 167 chargeurs dont 72 de Kalachnikov ... et 121 000 munitions !

4 personnes ont été placées en garde à vue, une cinquième visée par l'opération a été laissée libre, « faute d'éléments à son encontre ». Toutes appartenaient à la « sphère néonazie ». La procureure parle de « personnes insérées », « des citoyens comme les autres en apparence ». L'un des suspects pratiquait le tir à longue distance en club.

Les fascistes s'arment massivement en France, et se préparent à la guerre. Voir à commettre des crimes de masse. Le 19 mars 2022, deux néonazis tabassaient deux rugbyman au coeur de Paris suite à une altercation raciste. Puis leur tiraient dessus. Federico Martín Aramburú, père de famille, était tué par balle. Les tireurs possédaient des armes à feu, un gilet pare balle et un brassard siglé « police », ainsi qu'un buste d'Hitler. Déjà poursuivis pour des actes de torture, ils avaient interdiction de se côtoyer et de fréquenter Paris.

Dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 mai dernier à Paris, un individu d'extrême droite sortait une arme en apercevant une bagarre, et assassinait un homme qu'il ne connaissait pas d'une balle en pleine tête. Il se promenait avec un pistolet dans sa voiture.

La police vote pour l'écrasante majorité à l'extrême droite, les militaires aussi. Certains ont même été mis en cause ces derniers mois dans des projets d'attentats. En parallèle, des groupes armés d'extrême droite s'entraînent et recrutent. Ils se mettent même en scène sur Youtube en train de tirer. Et des généraux menacent de commettre un putsch.

Le gouvernement n'a pas eu un mot sur ces crimes d'extrême droite en pleine période électorale. Pendant ce temps, un jet de caillou ou une « rébellion » dans une manifestation peut envoyer un manifestant derrière les barreaux, et les voix dissonantes sont menacées de dissolution par le pouvoir. La population musulmane est stigmatisée au quotidien dans les médias possédés par les milliardaires.

La France est profondément et durablement travaillée par des forces qui veulent imposer le retour du fascisme. Grands médias, grands patrons, forces armées, réseaux d'extrême droite. Même un hypothétique retour de la gauche plurielle n'y pourra pas grand chose. Face à la menace, organisons la contre-attaque.



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Les armes des flics tuent, et brûlent aussi un ado

LE HAVRE : UN ADOLESCENT GRAVEMENT BRÛLÉ PAR DES POLICIERS

- Un tir de Taser combiné à un tir de gaz ont enflammé un jeune homme

Les faits ont eu lieu dimanche 29 mai au Havre et viennent d'être révélés par le journal Le Parisien. Lors d'un contrôle de la police municipale dans la ville, vers 7h du matin, une altercation aurait éclaté. Les policiers disent qu'un jeune aurait frappé un agent au visage. En réponse, deux policiers ont utilisé leurs armes : une gazeuse lacrymogène pour l'un, un taser, pistolet électrique pour l'autre.

C'est extrêmement dangereux. Le gaz qui sort de ces bombes, en plus d'être très urticant et incapacitant, est hautement inflammable et peut prendre feu au contact d'une source de chaleur ou d'une étincelle. L'adolescent de 17 ans visé a donc littéralement pris feu, ses vêtements se sont enflammés, et il a été gravement brûlé au torse et au visage. Il est actuellement hospitalisé au CHU de Rouen. Le policier a obtenu quatre jours d'interruption temporaire de travail.

Cette affaire montre qu'aucune arme de la police n'est anodine. Du gaz lacrymogène peut provoquer une détresse respiratoire, abîmer les yeux, brûler gravement la peau. Un taser peut électrocuter, et plusieurs personnes ont subi des arrêtes cardiaques en France suite à l'usage de cette arme qui s'apparente à un outil de torture. La combinaison de cet arsenal peut provoquer des dommages encore plus terribles.

Et ces armes sont confiées de plus en plus largement, à des unités toujours plus inexpérimentées. Par exemple la police municipale. À Nantes aussi, la mairie socialiste a distribué des taser et des gazeuses à sa police.



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police... Ardèche, un néonazi préparait une tuerie de masse

ARDÈCHE : UN JEUNE NÉONAZI DE 20 ANS PROJETAIT UNE TUERIE DE MASSE

Un fanatique d'Hitler sur le point de passer à l'acte. L'homme âgé, de 20 ans, cherchait à se fournir une arme à feu pour engendrer une tuerie de masse.

Angel. B, jeune néonazi a été arrêté le 31 mai et mis en examen pour « entreprise individuelle terroriste ». Connu sous le pseudonyme "HeinrichHimmler88", référence explicite au chef des milices de combat SS et au code du salut nazi, il menaçait dans des vidéos de s'attaquer « aux juifs, aux noirs, aux femmes et à la communauté LGBT ». L'admirateur du 3e Reich proférait des propos d'une violence inouïe sur le groupe Telegram « République Blanche de Bourgogne » qui a pour objectif de fédérer « les aryens voulant se battre pour la survie de leur race en Europe ». Une chaîne comme il en existe tant sur les réseaux sociaux où les fascistes peuvent déverser leur haine exacerbée à l'encontre de toutes celles et ceux qu'ils détestent.

Cette interpellation intervient la même semaine que la découverte d'une cache d'armes et atelier de fabrication de munitions dans le Haut-Rhin par des individus proches des « sphères » néonazis. Alors que l'extrême droite armée a tué deux fois en plein Paris ces dernières semaines, que des youtubeurs fascistes mettent en scène l'exécution « d'islamo-gauchistes », que la propagande néofasciste se fait toujours de plus en plus virulente sur les chaînes d'infos en continu, ce sont des professeurs ayant gentiment chahuté Jean-Michel Blanquer qui sont traités comme des criminels par les chiens de garde médiatiques.

Pendant ce temps, l'extrême droite s'arme et tue. La solution ne viendra que de notre capacité à les faire reculer.

(posts de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medec, un ado brûlé par les armes de la police...
Les gouvernements ont octroyé un permis de tuer aux flics

TROIS POLICIERS À VÉLO TIRENT A DIX REPRISSES SUR UNE VOITURE : UNE PASSAGÈRE TUÉE

Samedi 4 Juin, un groupe de 4 jeunes rentrent de soirée après une sortie en boîte de nuit aux alentours de 10h45, rue de Clignancourt dans le 18e arrondissement. Des policiers à vélo leur demandent de se ranger sur le côté et de se soustraire à un contrôle.

Le conducteur âgé de 38 ans, en semi-liberté, roulait sans permis et aurait finalement avancé sans s'arrêter.

Les policiers ouvrent le feu et tirent à dix reprises, le conducteur est grièvement blessé et la personne à ses côtés décèdera suite à ses blessures.

Pour se défendre, les policiers invoquent une situation de légitime défense. Ils évoquent immédiatement une tentative d'assassinat par le conducteur qui leur aurait foncé dessus et qui s'accompagnerait d'un délit de fuite. Pire encore, ils précisent que "l'un des passagers ne portait pas sa ceinture de sécurité" (source la Dépêche)...

L'argumentaire de la honte se poursuit, lorsque les policiers découvrent que l'un des passagers était connu de leurs services et que certains occupants du véhicule auraient reconnu avoir bu de l'alcool et consommé du cannabis. Pour les forces de l'ordre, ces motifs pourraient donc justifier leurs tirs mortels : une exécution sans procès par le bras armé de l'état.

Laurent-Franck Liénard, avocat des trois policiers, évoque une vidéo qu'il aurait visionnée durant la garde à vue. Les images selon lui justifieraient ces tirs dont il explique qu'ils sont simultanés, et que les policiers positionnés sur trois angles encerclant la voiture auraient agi dans un état de légitime défense. Étonnamment, la journaliste de BFM lui rétorque qu'un seul tir a très bien pu entraîner les autres.

Interrogé par RTL, Ibrahima, passager présent sur la banquette arrière au moment des faits, donne sa version.

Selon lui, le conducteur n'a jamais essayé de foncer sur les policiers même s'il n'a pas obéi à leur demande. Il affirme que son seul tort est un refus d'obtempérer parce que le conducteur roulait sans permis et se trouvait en semi-liberté.

"On était à un feu rouge et un policier à vélo est venu taper à la vitre du conducteur pour lui demander de se mettre sur le côté pour un contrôle", se remémore le passager. "Mon ami a bougé la tête comme s'il disait 'oui, je vais me mettre sur le côté', a avancé un peu et ne s'est pas arrêté", poursuit-il, précisant que l'homme au volant n'avait pas le permis. Alors que le véhicule se retrouve coincé "dans une sorte d'embouteillage", les policiers le rattrapent. "Ils sont revenus à côté de nous et nous ont braqués directement", assure le passager arrière. "Sortez", "coupez le contact", "éteignez le moteur", leur auraient alors lancé les policiers. Néanmoins, "mon ami n'a pas osé regardé du côté gauche, il a regardé du côté droit et a fait comme s'il ne les voyait pas".

Braqués par les policiers, ils n'osent pas sortir. D'après ce témoignage, les passagers effrayés auraient demandé au conducteur de se garer pour pouvoir sortir, mais trop tard : les policiers ouvrent le feu à une dizaine de reprises.

Le conducteur, grièvement blessé par les tirs, aurait continué d'avancer sur 200 ou 300 mètres. Les deux passagers à l'arrière l'auraient alors supplié de s'arrêter, d'autant que la passagère devant est couverte de sang.

"Pourquoi ils ont tiré dans la tête de la fille ? S'ils voulaient maîtriser quelqu'un, ils auraient dû maîtriser la voiture ou le conducteur, elle n'avait rien à voir avec ça". "Je suis en colère, c'est abusé. Même dans les films on ne voit pas ça. Franchement, je n'arrive pas à comprendre". Deux plaintes ont été déposées : une à l'IGPN à l'encontre des policiers, l'autre contre le conducteur âgé de 38 ans.

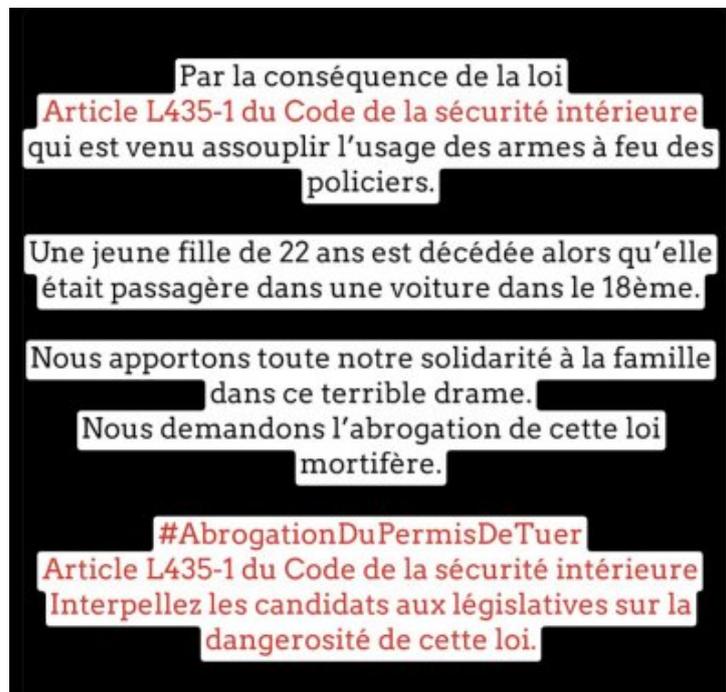
Depuis Février 2017, l'article L 435-1 facilite l'usage des armes au nom de la légitime défense. La police l'utilisera certainement pour justifier son geste. Reste que l'on se demande comment ils justifieront le meurtre de la passagère au nom du refus d'obtempérer ?

Cette nouvelle histoire tragique inquiète, d'autant que ce genre d'affaires semble se répéter indéfiniment. Le nom de la victime vient s'ajouter aux trois autres tuées depuis Mars 2022 dans le cadre de contrôles routiers.

Nous rappelons qu'il y a deux mois, deux frères originaires du 20^e arrondissement ont été abattus sur le Pont neuf et qu'une plainte pour homicide volontaire a été ouverte. C'est également le cas à la jonction de Sevran et Aulnay-sous-Bois. Fait rare, le policier avait reconnu avoir littéralement eu un usage absolument disproportionné de son arme et avoir froidement exécuté un homme.

A pied, en voiture ou en vélo : la police doit être désarmée, restructurée voir abolie au plus vite, des vies sont en jeu.

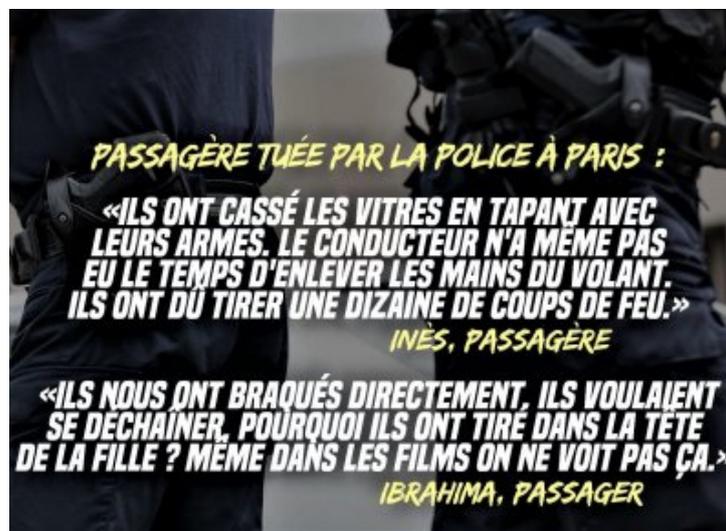
(post de Cerveaux non disponibles)



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police... Tuez d'abord, réfléchissez après (si vous en avez la capacité)

► Suite de cette affaire :

► [Refus d'obtempérer à Paris : Â« Je suis en colère, les policiers n'étaient pas obligés de tirer directement Â», témoignage Inès, passagère rescapée-](#)] - Inès était présente à l'arrière de la voiture visée par les policiers samedi dans le 18e arrondissement de Paris. La jeune femme de 21 ans livre son témoignage à franceinfo. Si elle reconnaît que le conducteur était « en tort », Inès reste convaincue que les policiers n'ont « pas su garder la tête froide ».



La police tue une femme d'une balle dans la tête, comme ça, pour rien - L'Ordre ou la vie ? Devis de flic : Â« Tirer d'abord, charger les victimes ensuite Â»

4CRIME POLICIER À PARIS : DES PASSAGERS DE LA VOITURE CRIBLÉE DE BALLES TÉMOIGNENT

Samedi matin, deux policiers à vélo ont tiré une dizaine de munitions sur une voiture, en plein Paris, au milieu des passants, pour un refus d'obtempérer. Les fous de la gâchette ont tué une jeune femme de 21 ans. Une passagère, là par hasard. Deux témoignages de passagers apportent des précision sur ce qui

s'apparente à une exécution.

Inès, une amie de la défunte, raconte : « J'étais avec mon amie Rayana, une copine très proche ». Elles terminent leur soirée et rentrent en voiture avec deux amis d'amis qu'elles ne connaissent pas. « Trois policiers à vélo ont toqué à la vitre du conducteur parce qu'il ne portait pas sa ceinture de sécurité. Il n'a pas voulu baisser sa vitre. » C'est pour ce motif dérisoire que la violence va se déchaîner. « Tout est allé très vite. Je n'ai même pas entendu "Sortez de la voiture" ou "Mains en l'air". Ils ont cassé les vitres en tapant avec leurs armes. La scène était très violente. Le conducteur n'a même pas eu le temps d'enlever les mains du volant [...] On a entendu des coups de feu, la voiture qui repart. Tout cela s'est passé en même temps. La voiture n'est pas d'abord partie et ensuite ils ont tiré, c'est en même temps. Ils ont dû tirer une dizaine de coups de feu, ça a duré longtemps. »

Les passagers paniquent, hurlent au conducteur de s'arrêter, d'abandonner la voiture, craignant que les policiers ne tirent encore. Ce qu'il fait.

« J'ai cru que ma copine Rayana, qui était sur le siège devant moi, était tombée dans les pommes. J'ai essayé de l'appeler plusieurs fois en criant son prénom à voix haute. Son corps était lâche. C'est là que j'ai vu son cou rempli de sang. Je n'ai même pas eu le temps de bien réaliser et de la prendre dans mes bras. » Les policiers tireurs arrivent : « ils nous ont braqués en disant : "Mains en l'air, mains sur la tête", ce qu'ils auraient dû dire la première fois pour nous laisser une chance, peut-être, de sortir. On était en état de choc, on criait. C'est là que j'ai réalisé que Rayana avait pris une balle. » Les passagers sont alors arrêtés, menottés, sans pouvoir consulter un médecin. « Ils nous ont laissé sur un coin de la scène, plus de trois heures en plein soleil, devant la foule ».

La passagère précise, pour illustrer la disproportion des tirs : « Personne dans la rue n'a été blessé ou renversé. J'ai perdu une amie devant moi. » Elle souligne la mise en danger insensé causée par les policiers tireurs : « Il y avait d'autres gens dans la rue, des enfants notamment. Un enfant, une mère de famille, n'importe qui aurait pu prendre une balle perdue. Les policiers n'ont pas pensé à ça. »

Le passager avant de la voiture, Ibrahim, témoigne également : « On était à un feu rouge et un policier à vélo est venu taper à la vitre du conducteur pour lui demander de se mettre sur le côté pour un contrôle, Mon ami a bougé la tête [...] et ne s'est pas arrêté ». Puis « ils sont revenus à côté de nous et nous ont braqués directement ». Les agents « étaient en train de trembler, ils tenaient les pistolets », l'un d'eux « a tiré directement, au moins dix coups de feu [...] Après ça, on est sorti de la voiture et on a vu que la fille devant était pleine de sang, inconsciente ».

Quel était le risque pour les tireurs ? Le conducteur « n'a percuté aucun policier. Le policier est venu sur le côté et a frappé à la vitre. Comment pouvez-vous frapper sur une vitre conducteur et que quelqu'un vous percute en même temps ? C'est impossible ! Ils voulaient se déchaîner. Pourquoi ils ont tiré dans la tête de la fille ? Même dans les films on ne voit pas ça. » Qui cause le plus de danger ? Un homme qui ne porte pas sa ceinture de sécurité ou des policiers surarmés, sûrs de leur impunité, recrutés avec 6 de moyenne et autorisés à tirer ?

Rayana, la jeune femme défunte, avait 21 ans et la vie devant elle.

Un compte Instagram a été ouvert par ses proches : @justicepourrayana



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Quand il le faut, les images de vidéosurveillance ne sont pas utilisées

¥ VIOLENCES POLICIÈRES AU STADE DE FRANCE : LES IMAGES DE VIDEOSURVEILLANCE SUPPRIMÉES

Le 28 mai, la finale de la Ligue des Champions avait lieu au stade de France. Les supporters de Liverpool ont été bloqués pendant des heures par la police, humiliés, avant d'être gazés et chargés. Enfants compris. La violence de la police française a provoqué une polémique mondiale, et même une crise géopolitique, tellement les mensonges du ministre de l'Intérieur étaient abjects.

Le pouvoir et les médias ont immédiatement allumé un contre feu : il y aurait eu des « hordes violentes » armées de « machettes » autour du stade de France. En réalité, les supporters auraient été victimes de ces « bandes », et pas de la police. Autre élément de langage : il y aurait eu des dizaines de milliers de faux tickets, ce qui aurait provoqué la répression. Pratique. En répétant cela en permanence pendant des jours, il n'était plus question du sujet de base : la police. Et l'extrême droite pouvait dérouler sa propagande.

Une commission d'enquête a été lancée sur les violences du Stade de France. Le responsable de la Fédération Française de Football a fait une déclaration troublante ce jeudi : les images de surveillance ont été effacées : « Les images sont disponibles pendant sept jours. Elles sont automatiquement détruites. On aurait dû avoir une réquisition pour les fournir aux différentes populations ». La FFF pouvait pourtant tout à fait conserver ces vidéos plus longtemps. Elle a décidé de les supprimer.

Le maire de Liverpool, venu témoigner à la commission, est scandalisé. Après avoir longuement dénoncé la bêtise et la violence de la police française, il a déclaré : « c'est vraiment inquiétant. Je ne peux pas comprendre pourquoi, alors qu'on veut savoir ce qu'il s'est passé. Cela montre très clairement qu'il y a un vrai problème. Je suis choqué, pour être honnête ».

Quoiqu'il en soit, si des images de répression ont bien été vues sur les réseaux sociaux, ni la police ni les grands médias n'ont été capables de fournir les fameuses images de « hordes violentes armées de machettes », ni des

dizaines de milliers de faux tickets. Et avec la disparition des images, il n'y a plus de preuve, ni de la répression, ni des agressions dont on nous a tant parler pour masquer le vrai scandale. Quel dommage...

Tout cela montre bien l'urgence d'abolir la surveillance, sous toutes ses formes. Les caméras ne sont utilisées que pour contrôler et réprimer la population. Dès qu'elles pourraient mettre en cause le pouvoir et la police, les images disparaissent. Il en va de même dans de nombreuses affaires de violences d'État. Et les « caméras piétons » distribuées à la police sont toujours éteintes quand les agents commettent des agressions. Aucune surveillance n'est bonne.

à€" -

La déclaration au Sénat : <https://twitter.com/publicsenat/status/1534902808792670211>

(posts de Nantes Révoltée)

Abrogation du permis de tuer.

Rendez-vous Samedi 11 juin à 13h00 Place de la République à Paris.

Via Collectif urgence notre police assassine :

" Il y a quelques semaines, c'étaient deux frères qui étaient tués au fusil d'assaut par un policier. Et ils ne sont malheureusement pas les seuls.

La liste des personnes violentées, mutilées, tuées par les forces de l'ordre ne cesse de s'allonger.

Cela fait des années que nous dénonçons ces crimes. Cela fait des années que nous alertons en particulier sur la loi de 2017 qui a assoupli les règles d'usage d'armes à feu pour les policiers. C'est derrière l'article 435-1 qu'ils se cachent pour justifier ces crimes. Jusqu'à quand ?

Cette loi est dangereuse. Elle assouplit les règles encadrant la légitime défense des policiers leur permettant de pouvoir utiliser leur arme après sommations, même s'ils ne sont pas en danger immédiat. En assouplissant la présomption de légitime défense, elle instaure un permis de tuer dans un Etat de droit. Il est urgent de remettre en question et dénoncer les actes commis par les forces de l'ordre.

Avant 2017, en 15 ans, Basta Mag ne recense « que » 17 tués dans ces circonstances. Une personne en moyenne était tuée par an pour refus d'obtempérer.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 28 février 2017, en 5 ans, leur nombre a considérablement augmenté. **Le média Basta Mag recense "21 personnes tombées sous les balles des forces de l'ordre alors qu'elles tentaient d'échapper à un contrôle ou une interpellation, à bord de leur véhicule."**

Au collectif "Urgence notre police assassine", nous pensons que la hausse du nombre de tirs par arme à feu enregistrée par l'IGPN n'est pas étrangère à cette loi liberticide et mortifère bien que la « Police des polices » s'en défende.

Angelo Garand, Aboubakar Fofana, Wissam El Yamni, Gaye Camara, Abdoulaye Camara, Lahoucine Aït Omghar, Amadou Koumé, Jérôme Laronze, Mourad Touat et Hocine Bouras, Taghbalout Karim, Olivio Gomes, Romain Chenevat, Amine mon frère, Rayana... Même si les victimes sont mortes dans des circonstances différentes, toutes les affaires se ressemblent.

Chaque mort ravive les blessures impensables des familles des victimes de violences policières et vient creuser le fossé entre les justiciables et les institutions politiques, policières mais également judiciaires.

"Sur les 38 personnes tuées à la suite d'un refus d'obtempérer, 8 affaires ont abouti à un non-lieu, 4 ont été classées sans suite et une a débouché sur un acquittement" relate Basta Mag.

En ce qui concerne le décès de Rayana, les trois policiers impliqués sont aujourd'hui libres, sans poursuites judiciaires à ce stade.

Rien ne peut justifier qu'un homme ou une femme meure dans ces conditions. C'est d'autant plus difficile pour les familles que cette mort violente s'accompagne d'une inversion accusatoire : ce sont les victimes qui sont présentées comme les coupables.

On parle de leurs casiers judiciaires, etc. Mais les témoins sont formels : des policiers ont vidé leurs cartouches sur une voiture qui ne présentait aucun danger. La légitime défense ne tient pas, elle est utilisée pour occulter la réalité. Et la loi de 2017 permet ça.

Face à une police toujours plus armée et violente, nous ne voulons pas que la liste des victimes s'allonge à un rythme encore plus élevé chaque année.

Il est encore temps aux représentants élus par le peuple de réparer cette faute politique et de voter l'abrogation de la loi n° 2017-258 du 28 février 2017.

On a aujourd'hui trois appels à passer :

à témoins d'abord. Signalez-vous si vous avez la moindre information qui peut être utile aux familles.

Appel à la mobilisation : il faut grossir les rangs des luttes contre les violences d'État, soutenir les familles en lutte et s'organiser concrètement pour en finir avec le permis de tuer et l'impunité policière.

On organise un premier rassemblement ce samedi 11 juin à 13h à Paris. Et on ne s'arrêtera pas là.

Appel aux forces associatives, syndicales et politiques à renforcer le front contre les violences d'État. À la veille des élections législatives, les partis qui sont réellement du côté de la justice & des luttes contre le racisme d'État doivent à minima porter l'abrogation de la loi L 435-1."

Stop au permis de tuer.



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medec, un ado brûlé par les armes de la police...
Tuée par la police, juste pour un refus d'obtempérer du conducteur

LYON : DEUX PERSONNES POIGNARDÉES PAR UN NÉO-NAZI

- Un colleur d'affiche blessé à la gorge par un leader identitaire

Ces dernières semaines, l'extrême droite multiplie les agressions, meurtres et projets d'attentats. Un nouvel exemple hier soir à Lyon. Dans cette ville gangrenée par la présence fasciste depuis des années, un chef des identitaires locaux a poignardé deux hommes, dont un à la gorge.

L'agresseur se nomme Adrien Lasalle, 25 ans. Avec sa bande, autour de minuit, il s'est rendu dans un quartier réputé « de gauche » et a attaqué deux jeunes hommes de 18 et 23 ans. Le néonazi a sorti un couteau avant de les poignarder en visant des parties vitales. Heureusement, l'homme touché au niveau du cou a réussi à faire une esquivé, sinon il serait probablement mort. L'autre a une entaille profonde sur le bras. Les victimes seraient des militants politiques qui collaient pour le candidat de gauche Raphaël Arnault.

Le néonazi, ivre, a ensuite frappé les policiers venus l'arrêter et a terminé au poste. Le journal LyonMag signale « une autre attaque au couteau au niveau de la place de la Croix-Rousse, dans le 4e arrondissement », « sensiblement au même moment ». Probablement plusieurs poignardages dans la même soirée à Lyon par une bande de fascistes armés.

Adrien Lasalle est bien connu à Lyon. Il gère la salle de boxe identitaire qui accueille des néo-nazis de toute la région pour les entraîner au combat. En toute impunité. Il a également été vu sur les attaques de la librairie militante la Plume Noire il y a un an. Le lieu avait été saccagé en plein jour par l'extrême droite, qui avait même publié une vidéo des faits. Il a aussi pris part à des violences contre des personnes LGBT.

Le 28 juin 2021, lors d'un match France - Suisse, Adrien Lasalle et sa bande avaient chargé des supporters en hurlant des slogans racistes, provoquant un grand mouvement de foule. Avec une trentaine d'individus armés, ils avaient blessé de nombreuses personnes, dont certains à coups de couteau, déjà. Ici encore, les fascistes ont bénéficié d'une totale impunité, la préfecture avait même dédramatisé les faits dans les médias le lendemain, malgré des vidéos accablantes.

Adrien Lassalle est également mis en cause pour viol. Le 24 septembre 2021, une étudiante de « l'école » privée d'extrême droite créée par Marion Maréchal Le Pen, l'ISSEP, avait porté plainte contre Adrien Lassalle. La plaignante indiquait qu'il l'aurait agressée chez elle. La plaignante avait ensuite dénoncé le « harcèlement moral » de l'ISSEP pour la faire taire.

Les agressions fascistes de Lyon ne sont pas isolées. Il n'est même plus temps d'alerter sur le risque d'un drame irréparable, car ils sont déjà arrivés. Ces derniers mois, deux hommes ont été tués par des militants d'extrême droite en France. Le rugbyman Aramburu, abattu par balles par un néo-nazi, Loïk le Priol, en plein Paris, après une altercation raciste juste avant l'élection présidentielle. Et un homme tué d'une balle dans la tête par un autre militant d'extrême droite le 14 mai, à Paris également.

À Nantes, des néonazis ont aussi pu organiser des expéditions d'une extrême violence sous l'oeil bienveillant des autorités. Le 31 juillet 2021, un certain Wilfried Van Liempd, à la tête d'une troupe d'extrême droite, avait chargé une manifestation contre le Pass Sanitaire avec des plots métalliques, des matraques et autres armes. Le commando avait blessé de nombreuses personnes, avant d'être repoussé par les manifestants. Tout a été filmé, mais les attaquants n'ont jamais été inquiétés.

L'État ne nous protégera pas de la violence fasciste : il en est l'allié objectif. Organisons l'autodéfense.



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Macron cède des avantages au lobby des chasseurs pour avoir leur soutien

COMLOTISME MÉTÉOROLOGIQUE DU CHEF DES CHASSEURS ET PROCHE DE MACRON

Willy Schraen est le patron de la Fédération des chasseurs, et très proche de Macron. Ce mardi, il s'est vautré dans le négationnisme climatique sur la chaîne RMC : « Il va faire chaud pendant trois jours, bizarre, entre le premier et le deuxième tour. On nous explique du matin au soir depuis deux jours attention l'écologie machin... Dites le carrément au niveau de la météo, votez la NUPES. On a bien compris on est pas débile. C'est vraiment du foutage de gueule ».

Météo France, en annonçant une canicule sans précédent, inciterait donc à voter à gauche. Le changement climatique serait finalement un prétexte pour battre Macron. Le gouvernement et ses sbires sont dans la négation permanente du réel. Dans l'inversion de la vérité. Ce sont les plus grands des « complotistes ».

Pour rappel, Willy Schraen n'est pas un simple chasseur aviné qui rote des bêtises au bout d'un comptoir. C'est un homme puissant lié à Macron depuis très longtemps. Dès décembre 2017, Macron passe une alliance secrète avec les chasseurs. C'est le « pacte de Chambord » : il organise une partie de chasse autour du château de François Premier, et assure le patron des chasseurs de son soutien. L'accord paie au début du mouvement des Gilets Jaunes. À l'automne 2018, la Fédération appelle à boycotter le mouvement des ronds-points. En échange, le gouvernement fait de gros cadeaux aux chasseurs. Aux Élections Européennes, la Fédération appelle à voter En Marche.

Pendant le confinement, les chasseurs obtiennent des dérogations pour pouvoir sortir tuer des animaux. Et même des pouvoirs de police. En avril 2020 par exemple, le préfet de Seine et Marne charge des chasseurs d'appuyer les forces de l'ordre lors du confinement. Ils étaient sensé « prévenir et signaler aux représentants des forces de l'ordre les infractions aux règles locales du confinement ».

Il y a quelques semaines, Willy Schraen postillonnait dans les médias après plusieurs morts causées par des chasseurs : « Pour éviter les accidents, ils n'ont qu'à faire [des promenades] chez eux, ils n'auront aucun problème. La nature n'est pas à tout le monde [...] c'est pas vrai, c'est pas ça la vraie vie ». Ou encore : « Qu'est-ce que c'est

que le bien être animal ? Un animal, il peut se reproduire et il peut manger, c'est tout ». Le 30 octobre 2021, Joël, 67 ans, décède après avoir reçu une cartouche de 9,3 mm à la gorge alors qu'il était dans sa voiture entre Nantes et Rennes. À l'époque Willy Schraen avait asséné : « Le risque zéro n'existe pas, c'est comme ça ».

Willy Schraen estime désormais que « les chasseurs ont un rôle à jouer en matière de police de proximité ». Le projet de Macron est l'encasernement de la société, la militarisation de la population avec l'aide de milices et d'auxiliaires. Quitte à faire alliance pour cela avec un patron des chasseurs climato-sceptique, complotiste et trumpiste.

(posts de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police... Deux tués par la police, au fusil mitrailleur

4 PONT-NEUF : LA LÉGITIME DÉFENSE MISE À MAL 4

Mediapart a eu accès aux premiers témoignages dans l'affaire du double meurtre qui a eu lieu sur le Pont-Neuf à Paris le soir du deuxième tour des élections présidentielles où un policier a tué deux hommes et gravement blessé un troisième avec un fusil d'assaut.

Selon tous les témoins (dont un policier étranger à l'affaire) aucun des policiers n'était face à la voiture. Le tireur invoque la légitime défense, ses collègues mentent pour lui. Les victimes sont mortes de balles dans le dos, arrière de la tête.

On a absolument tout ce qui ne va pas dans cette police qu'il faut absolument démanteler, des policiers jeunes, incompetents, violents, mal formés, sur-armés, menteurs pathologiques, ils mentent tous, modifient leurs versions plusieurs fois et la justice laisse faire.

On a un policier de 24 ans, qui a reçu une formation de deux jours, avant de recevoir une arme de guerre quelques semaines auparavant.

Un petit dealer, un client, au milieu d'une transaction, dans une voiture appartenant à la petite amie d'un d'entre eux, facile à retrouver.

La police repère la voiture, décide d'effectuer un contrôle.

Selon l'expertise balistique, les témoins et l'un des policiers impliqués, la voiture ne représentait pas un danger, démarre après les tirs pour s'encaster.

Le tireur et ses collègues racontent une histoire à dormir debout, où ils auraient été sauvés d'une mort certaine par les 10 balles tirées au fusil mitrailleur... leur témoignages incohérents, montrent une autre réalité, ils ont eu peur de mourir sous les balles du tireur policier.

Ils ne s'attendaient pas à ce qu'il tire, l'une des policières raconte avoir entendu les balles siffler, s'être mise à couvert ne sachant pas d'où les tirs provenaient, un autre raconte avoir protégé un passant des balles, un troisième s'est allongé, préparé à riposter aux tirs.

Pourtant la policière raconte un conte et légende mensonger où elle aurait été trainée par la voiture, sauvé par le héros, soit deux histoires contradictoires, incompatibles avec la réalité qu'ils ont vécu pour protéger l'institution par le mensonge, une religion dans la police.

Les témoins qui n'ont rien à gagner dans ces affaires, (dont un capitaine de police pas en service, un chauffeur de bus, un fumeur qui regardait etc) racontent tous la même chose, contrairement aux policiers impliqués ils ont tous la même version.

une voiture qui ne mettait personne en danger, des personnes paniqués par le contrôle, et des balles, une exécution quasi immédiate, il ne s'est même pas assuré que ses collègues étaient en sécurité, il voulait tirer, utiliser son nouveau jouet en conditions réelles certainement.

Le tireur refuse de répondre aux questions, « parce qu'il est fatigué », ne se souvient pas du nombre de fois qu'il a tiré, aurait pu tuer ses collègues, a tué deux citoyens, blessé grièvement un 3e, est reparti libre à la Réunion... on peut tuer des gens, sous bannière d'Etat..

Le conducteur est mort d'une balle à l'arrière de la tête, son frère d'une balle entré par le côté, ils ont été tués par des balles toutes tirés sur le côté et l'arrière du véhicule. La justice l'a mis en examen pour homicide volontaire, deux morts, il est reparti libre.

Texte largement repris de @Sht_dono sur Twitter

(post de Cerveaux non disponibles)

Lecture

[LA FRANCE EST DEVENUE UN ÉTAT POLICIER](https://www.youtube.com/c/Blast-info) par [BLAST, Le souffle de l'info-Â»<https://www.youtube.com/watch?v=zhMxn4NMrdQ>

4La camionnette transportait cinq migrants, selon une source du Figaro. Deux passagers ont été blessés, dont un par balle, transporté à l'hôpital. Selon France Bleu, le pronostic vital d'une des deux victimes serait engagé.



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...
Les pires flics chouchoutés par le pouvoir. Vous avez dit bavures ?

« PERCUTEZ », « DÉFONCEZ LES » : LES ORDRES DE LA PRÉFECTURE DE PARIS AUX POLICIERS

« Impactez-les fort », « mettez-les minables » « Défoncez-moi les gens qui sont à la place du rond-point », « Percutez, ça fera réfléchir les suivants ! », « Rentrez-leur dedans ! »

Voilà les ordres donnés par la Préfecture de Paris, sur les ondes radios, lors des manifestations de Gilets Jaunes. De l'autre côté des talkies-walkies, il y a des policiers lourdement armés qui envoient des grenades et des balles en caoutchouc sur des manifestants sans protection. La préfecture de Paris donne carte blanche pour cogner, pour écraser physiquement la contestation, et même tuer. Ceux qui donnent ces ordres à la Préfecture s'appellent Didier Lallement, Paul-Antoine Tomi et Alexis Marsan. Ce sont les trois qui sont à la tête du maintien de l'ordre Macroniste à Paris depuis 2018.

Alexis Marsan, 49 ans, est un ancien militaire. En début de carrière de police, il a été dans les services de renseignement, puis muté après avoir dégainé son arme et tiré lors d'une filature. Sous Macron, il est propulsé au poste clé de directeur adjoint la DOPC - direction de l'ordre public et de la circulation de Paris et de la petite couronne. Il gère les grosses manifestations à Paris. Notamment la répression sanguinaire des Gilets Jaunes, le retour des voltigeurs - les BRAV -, l'écrasement des manifestations contre la Loi de Sécurité Globale, ou encore les attaques de cortèges syndicaux lors du mouvement pour les retraites. Des milliers de blessés et de mutilés. En décembre 2018, ce grand démocrate appelle à faire le maximum de contrôles préventifs et de garde à vue avant même le début des manifestations de Gilets Jaunes. Un policier confie les surnoms attribués à Alexis Marsan par ses détracteurs : « le boucher », « l'opportuniste », « le courtisan sans foi ni loi ».

Paul-Antoine Tomi, 53 ans, est un commissaire qui aime la violence : plusieurs vidéos le montrent sur le terrain, en train de tabasser de toutes ses forces des manifestants. En janvier 2021, il est filmé en train de matraquer comme un sourd, à une dizaine de reprises, un manifestant tombé au sol lors d'une manifestation contre la loi « sécurité globale ». Il est lié à la mafia corse : il est le frère de Michel Tomi, considéré comme le dernier des parrains de l'Île de beauté. Le commissaire est lui-même surnommé « Tomi le Corse ». Dans un procès-verbal, un lieutenant de Michel Tomi avait affirmé à la police judiciaire verser tous les ans annuels de 25 000 euros en liquide au policier, qui était alors dans les renseignements. A l'été 2019, il est décoré de la médaille de la sécurité intérieure.

Et au dessus du « boucher » et du « corse », il y a Didier Lallement qu'on ne présente plus. Ce trio de tortionnaires a été à la manoeuvre pour la finale de la Ligue des Champions. La brutalité de la police contre des familles de supporters a provoqué une polémique mondiale. Avec des individus pareils qui donnent de tels ordres à des policiers déjà radicalisés et surarmés, le système entier est pensé et organisé pour briser des corps, tuer, terroriser. La police française est dirigée par une mafia fasciste. Et cette mafia qui veut « impacter » et « mettre minable » des manifestants est à l'image du régime, puisqu'elle est nommée par Macron. Macron qui affirme tranquillement que les violences policières n'existent pas. Ce clan dangereux a gagné le premier round avec ses blindés, ses milliers de grenades et ses peines de prison. Gagnera-t-il les suivants ?

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : la police tue pour refus d'obtempérer, gazage de supporters, la presse anglaise choquée, 10 mois de prison pour une street-medic, un ado brûlé par les armes de la police...